

1<sup>er</sup> février 2014

## Hausse de tarifs du transport en commun partout au Québec **Ça suffit ! Gel immédiat vers la gratuité sur dix ans**

Comme presque chaque année depuis une vingtaine d'années, les tarifs aux usagers pour le transport en commun croissent plus vite que l'inflation<sup>1</sup>. À cette injure s'ajoute l'insulte, à Montréal du moins, d'une baisse des services<sup>2</sup> et d'une autre du budget municipal pour ce poste<sup>3</sup>, sans compter l'incurie de Québec et d'Ottawa que ce cesse de déplorer la modérée coalition TRANSIT<sup>4</sup>. À ces hausses tarifaires fait écho le cri inaudible de la gauche politique et sociale, populaire ou syndicale. L'enjeu pourtant concerne tant la lutte climatique — elle lui est même centrale — que celle contre la pauvreté avec en corollaire celle d'une ville conviviale et viable.

Vaudrait mieux occuper la rue contre ces hausses qu'harcéler les femmes voilées au nom de la catho-laïcité. Vaudrait mieux la guerre aux politiques néolibérales que celles des droits contre les droits sur fond d'islamophobie. Est-ce bien la bonne tactique de la part de la direction de Québec solidaire d'enfoncer le fer dans la plaie en organisant une assemblée publique sur la Charte ? Tôt ou tard nous pend au bout du nez une campagne électorale sinon certainement un budget public pétri de grande austérité.

Les directions populaires s'enfonceront-elles davantage dans leur impuissance tremblant pour la pérennité de leurs maigrelettes subventions ? Les directions syndicales persisteront-elles dans leur déni de la nécessité d'organiser de toute urgence la lutte de classe toutes préoccupées à gérer, sur un mode plus ou moins corrompu, leurs fonds milliardaires dit de solidarité (sic) ou d'action — puisse-t-il l'être dans la rue et non à la bourse — grassement subventionnés fiscalement par l'État<sup>5</sup> ? Touché au cœur et menacé dans ses assises<sup>6</sup>, le mouvement syndical, avec ses alliés étudiant et populaire, se doit d'occuper la rue au plus crisse. Les propositions d'états généraux ou de concertation pan canadienne lors du Forum social de l'été prochain, certes louables, ne sont en pratique que des manœuvres bureaucratiques afin de gagner du temps pour bien paraître.

Revendiquer le gel des tarifs n'a rien de sorcier. La très modérée ONG Transport 2000 le fait... mais elle ne mobilise pas, se contentant de joutes oratoires contre les tenants, drapés de l'aura universitaire, de l'idéologie néolibérale<sup>7</sup>. Enfouies dans l'histoire récente et plus lointaine, il y eut des mobilisations sur le sujet ; en juin 2003 organisée par la TROVEP de Montréal en collaboration avec des organismes communautaires de St-Michel-Villeray-Parc Extension<sup>8</sup> ; en octobre 1975, « [e]nviron 15 000 personnes participent à une manifestation contre la hausse des tarifs du transport en commun [...] organisée par l'Association nationale des étudiants du Québec, le Comité de lutte des usagers contre la hausse des tarifs et l'organisme Sauvons Montréal. »<sup>9</sup>

Dans cette tradition, jeudi le 27 février prochain, le Centre de formation populaire, soutenue par la Coalition montréalaise pour la survie des services publics, elle-même issue de la Coalition mains rouges, nous convie à la Place Émilie-Gamelin à 10.00H pour revendiquer une « *tarification sociale [...] parce que les tarifs du transport collectif sont trop chers et à cause de la nouvelle hausse des tarifs...* »<sup>10</sup>. Mieux eut valu revendiquer carrément le gel vers la gratuité. Cette formule taponneuse révèle sans doute le manque d'assurance d'un nouveau début. On ose espérer que la gauche sociale et politique appelle à la mobilisation, devenue très rare par les temps qui courent.

Québec solidaire répétera-t-il sa campagne électorale de l'été 2012 en affichant, comme un de ses cinq thèmes majeurs, la revendication péquiste de l'électrification du transport cachant six pieds sous terre la revendication de sa plate-forme électorale de la gratuité du transport public sur une période de dix ans<sup>11</sup> ? Il appartient aux membres du parti, à ses collectifs anticapitalistes et à son électorat de brasser la cage pour que, lors de la prochaine campagne électorale, le parti popularise le gel de la tarification du transport en commun dans la perspective de sa gratuité sur dix ans.

Ce tournant impliquerait de modifier en conséquence le cadre budgétaire et le plan vert, outils que seule la direction a concoctés en catimini sans assentiment de la base, et non pas d'adapter la

plate-forme aux décisions arbitraires de la direction apeurée par la réaction médiatique<sup>12</sup>. Ce n'est pas vrai que la radicalité tue le vote. Ce qui le tue, c'est la peur de la radicalité. Seule la radicalité idéologique isole, pas celle claire, concrète et articulée aux besoins et luttes populaires. L'élection en novembre dernier à Seattle aux ÉU d'une conseillère municipale ouvertement anticapitaliste par 100 000 votes sur la base d'une plate-forme radicale en est la preuve<sup>13</sup>. Idem sur encore une plus grande échelle lors des élections législatives de novembre dernier en Argentine<sup>14</sup>.

Tout comme la popularisation de la gratuité scolaire par le parti qui a contribué au Printemps érable, celle de la gratuité du transport en commun pourra être l'étincelle qui stimulera la création d'un vaste mouvement pour le transport public. Un tel mouvement, au Brésil en juin dernier, a été l'amorce d'un soulèvement populaire<sup>15</sup>.

Marc Bonhomme, 1<sup>er</sup> février 2014

[www.marcbonhomme.com](http://www.marcbonhomme.com) ; [bonmarc@videotron.ca](mailto:bonmarc@videotron.ca)

---

<sup>1</sup> Jeanne Corriveau, [Une nouvelle année avec une nouvelle hausse pour la CAM](#), Le Devoir, 19/12/13

Montréal : « *L'augmentation moyenne de l'ensemble des titres de transport de la STM sera de 3,2 %. [...] Le chef de l'opposition à l'Hôtel de Ville, Richard Bergeron, a dénoncé cette nouvelle hausse des tarifs. "En 2001, la CAM coûtait 48,50 \$. Elle coûte maintenant 79,50 \$. C'est une hausse de 64 %, soit deux fois et demie le taux d'inflation", a-t-il rappelé.* »

Laval et Longueuil : « *Les Lavallois et les Longueillois devront eux aussi payer plus cher pour prendre les transports en commun l'an prochain puisque le coût de la carte mensuelle de la Société de transport de Laval (STL) passera de 84 \$ à 86,50 \$ et que le coût de la carte du Réseau de transport de Longueuil (RTL) sera de 90 \$ au lieu de 87 \$.* »

Radio-Canada, [Le RTC précise ses hausses de tarifs pour 2014](#), 29/01/14

Québec : « *Les usagers du Réseau de transport de la Capitale (RTC) devront déboursier en moyenne 3,3 % de plus pour prendre l'autobus cette année. [...] [Le directeur d'Accès transport viable], Étienne Grandmont, trouve injuste de ne pas suivre les hausses salariales. "Depuis 2007, le laissez-passer général a augmenté deux fois plus vite que l'inflation, année après année. Au niveau du laissez-passer pour les aînés, c'est trois fois le taux de l'inflation depuis 2007."* »

Julien Paquette, [Les tarifs en hausse de 3,7% à la STO](#), Le Droit, 26/11/13

Gatineau : « En pleine tourmente dans le dossier du Rapibus, la Société de transport de l'Outaouais (STO) a annoncé, mardi, une hausse moyenne de 3,7 % de ses tarifs pour 2014. [...] ...la STO observe une baisse de l'achalandage de 1 % depuis 2012. »

<sup>2</sup> Le Devoir, [La STM réduit les services d'autobus hors des heures de pointe](#), 30/01/14

<sup>3</sup> Jeanne Corriveau, [Les Montréalais essuient une hausse de 2,8% en moyenne](#), Le Devoir, 20/01/14

« *Les sommes consacrées au Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) atteindront 677,3 millions, ce qui correspond à une hausse de 12,5 millions, alors que le Service de sécurité incendie (SSIM) aura droit à 357 millions. En revanche, la contribution versée à la Société de transport de Montréal (STM) sera de 400,8 millions, en baisse de 5,3 millions.* »

<sup>4</sup> TRANSIT, [2014 doit être l'année des transports collectifs, TRANSIT adresse une lettre ouverte à Pauline Marois](#), 30/01/14

<sup>5</sup> André Frappier, [Le Fonds de solidarité en péril ?](#), Presse-toi-à-gauche, 28/01/14

De dire l'ancien président du local de Montréal du STTP et actuel responsable à l'information de Québec solidaire : « *Le syndicalisme investisseur est devenu une véritable institution de partenariat social. La collusion avec des entrepreneurs comme Accurso n'est qu'une partie du problème. [...] Il y a trente et un ans, au moment de la création du Fonds de solidarité, le ministre de l'industrie et du commerce du gouvernement du Parti Québécois, Rodrigue Biron, avait déclaré que l'idée maîtresse n'était pas tant l'investissement global des syndiqués,*

---

*important certes mais pas tellement dans le cadre d'une stratégie globale d'investissement industrielle, que sa contrepartie : faire participer les travailleurs à la gestion, "ce qui supposera une transformation des stratégies syndicales" avait-il affirmé. »*

<sup>6</sup> Michel David, [Le poids des 40%](#), Le Devoir, 1/02/14

*«...le Québec n'a pas le monopole du partage inégal de la richesse, qui est même plus accentué ailleurs. En revanche, un taux de syndicalisation de 40 % en fait une exception en Amérique du Nord. [...] ...c'est l'image de l'ensemble du mouvement syndical qui est ternie par les pratiques véreuses des dirigeants de la FTQ-Construction et les "gamiques" de M. Arsenault. Tous ceux qui veulent réduire l'accès à la syndicalisation, voire l'abolition de la formule Rand, vont y trouver de nouveaux arguments. »*

Pour sauver le mouvement syndical des attaques de la droite qui ne manqueront pas de pleuvoir, surtout avec l'arrivée graduelle sur le devant de la scène des négociations du secteur public, il est plus que temps de réclamer la rupture de ses liens avec les fonds de capital de risque sans pour autant abandonner leur dizaine de milliards \$ à la gestion spéculative.

<sup>7</sup> Claude Lafleur, [Sources de financement du réseau - Pour ou contre la hausse des tarifs dans le transport en commun?](#), Le Devoir, 14/04/12

<sup>8</sup> [Protestation contre la hausse des tarifs du transport en commun](#), site web de Arrondissement.com, 11/06/03

<sup>9</sup> [Manifestation contre la hausse des tarifs des transports en commun à Montréal](#), Bilan du siècle, Université de Sherbrooke, selon Le Devoir, 24/10/75

<sup>10</sup> Facebook de la [Coalition montréalaise pour la survie des services publics](#), 28/01/14

<sup>11</sup> Marc Bonhomme, [Sortir, de toute urgence, la campagne de Québec solidaire de l'ornière péquiste](#), Presse-toi-à-gauche, 6/08/12

Voir le paragraphe critiquant le slogan « Debout pour les transports électriques » qui aurait dû être « Debout pour le transport collectif gratuit sur 10 ans »

<sup>12</sup> On a encore récemment constaté une nouvelle preuve de cette adaptation à la baisse. Le parti a participé à la rédaction d'un manifeste conjoint, dont la principale rédactrice a été « finaliste au Prix des femmes d'affaire 2012 », pour renier les deux principaux objectifs de sa plate-forme électorale concernant la lutte contre l'effet de serre. Soit l'abandon de l'utilisation de l'énergie fossile d'ici 2030, qui s'est transformé en réduction de 60%, soit la baisse des émanations des gaz à effet de serre de 40% d'ici 2020 par rapport à leur niveau de 1990 qui devient une baisse de 25%, soit l'objectif péquiste. De plus, tout en revendiquant une politique « ambitieuse » pour le transport en commun, on « oublie », pour une énième fois, de revendiquer sa gratuité sur dix ans.

<sup>13</sup> Dan La Botz, [Résultats étonnamment bons de candidats socialistes aux élections locales dans plusieurs villes des Etats-Unis](#), Solidarité(S) par ESSF, 5/12/13

<sup>14</sup> Isabelle Lucas, [Montée de la gauche radicale aux élections législatives en Argentine](#), Solidarité(S) par ESSF, 20/11/13

<sup>15</sup> François Sabado, [Brésil, le soulèvement](#), Revue Tout est à nous par ESSF, 1/07/13